

L'ENJEU EXPRESS

S'indigner, s'informer, s'impliquer (Robert Jasmin)

Dans ce numéro

L'interculturel dans les cégeps
Page 2

Comité de la condition féminine : plan de travail 2011-2012
Page 2



La FEC a participé activement au 6^e congrès mondial de l'IE
Page 3



Jeunes professeurs, dites-nous...
Page 3

Une réflexion sur le développement durable et la décroissance
Page 4



L'enseignante et l'enseignant « non permanent – à temps partiel » et les prestations d'invalidité
Page 4

138 fois... mon Dieu!
Page 5

Le premier Forum social bas-laurentien : un succès mobilisateur qui aura des suites
Page 6

Tourné vers l'avenir - Le dossier de Soins infirmiers
Page 6



Fédération des enseignantes et enseignants de CEGEP (CSQ)

Éditorial

Sortir du paradigme néolibéral



Mario Beauchemin
Président de la FEC-CSQ
fec.Beauchemin.Mario@csq.qc.net

Dans un article paru le 4 octobre dernier dans les pages du journal *Le Devoir* sur les « indignés » de Wall Street, les auteurs mentionnent qu'il n'y a aucun dénominateur commun dans les griefs exprimés par les « apprentis révolutionnaires », puisque leurs revendications portent à la fois sur le chômage, le renflouement des banques à l'aide de l'argent des contribuables, l'endettement des étudiantes et des étudiants, le réchauffement climatique, etc. Je crois au contraire qu'il y a bel et bien un fil conducteur qui traverse l'ensemble de ces revendications : la critique du paradigme néolibéral.

Le paradigme néolibéral

La représentation néolibérale du monde – véritable bras droit du mode de production capitaliste depuis une trentaine d'années – repose sur un courant de pensée qui prône, sans presque aucune nuance, la libéralisation du commerce national et international, la privatisation des entreprises et des services publics, la réduction de la taille de l'État, la dérèglementation, la baisse des taux d'imposition des compagnies et des particuliers, l'augmentation des tarifs et la lutte au déficit budgétaire qui se traduit, entre autres choses, par de nombreuses compressions budgétaires. En somme, les adeptes de cette représentation des rapports humains et de l'économie défendent la toute-puissance du marché, la restriction des interventions étatiques dans l'économie et la liberté absolue de l'individu.

Cette conception des rapports sociaux et économiques a des effets dévastateurs sur les sociétés et les individus. La crise financière qui affecte encore les États-Unis et les pays de l'Union européenne provient directement de la

dérèglementation des marchés financiers mise en place par l'administration républicaine de George W. Bush. La collusion et la corruption dans le secteur de la construction au Québec sont largement tributaires de la réingénierie de l'État du gouvernement libéral qui a privé de ses experts le Ministère des Transports du Québec. L'accentuation de l'écart entre les riches et les pauvres au Canada est aussi une conséquence de ces politiques néolibérales qui nient toute forme de répartition équitable de la richesse. La hausse des frais de scolarité et des tarifs d'Hydro-Québec relève aussi de cette logique néolibérale, qui refuse d'envisager d'autres solutions. Et pourtant elles existent, comme je le mentionnais dans le numéro de février 2011 de *L'Enjeu Express*.



Ce paradigme néolibéral – qui vise à lever tous les obstacles au développement économique – est aussi à l'origine du déficit démocratique qui affecte une bonne partie des sociétés occidentales. Comment faire confiance à la classe politique et au processus démocratique dans son ensemble quand, par exemple, le gouvernement canadien négocie un accord de libre-échange avec l'Union européenne sans mettre au courant la population des enjeux de cette négociation? Quand le gouvernement québécois décide d'accorder des permis d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste sans consulter les populations concernées et sans les informer des conséquences possibles sur leur mode de vie?

L'importance d'unir nos forces

Face aux conséquences néfastes de ce néolibéralisme, nous assistons depuis quelques mois à une multiplication des manifestations en Europe, aux États-Unis et au Québec. Si, en Europe, le « mouvement des indignés » semble former un tout cohérent, et qu'aux États-Unis les organisations syndicales ont décidé de rejoindre le mouvement « Occupy Wall Street », force est de

constater que nous sommes loin de former un front uni au Québec.

Le 24 septembre dernier, plus de 2 000 personnes ont manifesté devant les bureaux de Jean Charest à Montréal pour revendiquer la création d'une commission d'enquête publique sur la corruption dans le milieu de la construction et pour dénoncer les récentes compressions budgétaires et la décision de hausser les frais de scolarité. S'inspirant du mouvement « Occupy Wall Street », un appel a été lancé sur les réseaux sociaux pour occuper Montréal le 15 octobre. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics organise une manifestation le 22 octobre prochain pendant le congrès du Parti libéral à Québec. Le 10 novembre, c'est au tour du mouvement étudiant de manifester contre la hausse des frais de scolarité.

En outre, plusieurs groupes de réflexion ont vu le jour au cours des derniers mois au Québec. Le groupe *Sortie 13* vise, selon leur site Internet, à insuffler une « vision rafraîchissante et un leadership pour créer une société inspirante, novatrice et prospère, et ceci, tant sur le plan économique, environnemental que social ». Génération d'idées est, par ailleurs, une organisation indépendante et non partisane qui a pour mission d'offrir aux Québécoises et aux Québécois âgés entre 20 et 35 ans un espace propice à l'expression d'idées porteuses en vue de faire face aux défis à venir de la société québécoise.

Curieusement, les organisations syndicales sont plutôt silencieuses face à l'émergence de ces groupes et aux différentes actions de ces acteurs sociaux. Elles pourraient pourtant donner un peu de cohérence à ces mouvements citoyens en mettant leurs ressources humaines, matérielles et logistiques à leur disposition. Les organisations syndicales devraient également construire une plate-forme de revendications, dont la première pourrait être la création d'états généraux sur la démocratie au Québec. Les citoyennes et les citoyens du Québec pourraient ainsi librement s'exprimer, par exemple, sur leur rapport au politique et à l'économie, sur la pertinence d'un mode de représentation proportionnelle, sur la place des régions dans le système politique actuel et sur la nécessaire réforme de la fiscalité des entreprises et des particuliers.

Bref, nous pourrions nous exprimer sur le Québec que nous voulons.

Vie syndicale

Prix Nicole-Fortin 2011-2012

Le Prix Nicole-Fortin est de retour en 2011-2012. L'objectif de ce prix est d'encourager l'implication citoyenne en soutenant la réalisation d'un projet d'équipe étudiant. Trois bourses d'implication citoyenne d'un montant de 1500 \$ chacune seront remises pour soutenir des groupes d'étudiantes et d'étudiants dans la réalisation d'un projet d'activité ou de recherche visant à sensibiliser et à mobiliser le milieu collégial sur des enjeux politiques, sociaux ou environnementaux.

Pour participer au Prix Nicole-Fortin, le projet étudiant doit avoir un impact dans le milieu collégial ou local. Il doit de plus être réalisé par des étudiantes et étudiants qui fréquentent le cégep et dont le projet est en voie de réalisation ou sera complété au mois de juin 2012.

Les syndicats locaux ont déjà reçu tous les documents nécessaires à ce sujet. Les étudiantes et/ou étudiants qui souhaitent participer au Prix Nicole-Fortin doivent se référer à leur syn-

dicat local pour obtenir les informations et le formulaire de participation. Ils doivent de plus remettre les documents à fournir au syndicat local. Ce dernier aura la responsabilité de sélectionner les deux meilleurs projets et acheminer ceux-ci à la FEC-CSQ avant le 1er février 2012.

Finalement, le comité de sélection de la FEC-CSQ rendra officielle la sélection des candidatures au courant de la session d'hiver 2012 et procédera par la suite à la remise des bourses.



Projet : Les détergents pour véhicules, impacts négligeables ou pas? Prix remis par Louis-Philippe Paulet et Serge Péloquin aux étudiantes et étudiants du Cégep de Sorel-Tracy.



Projet : Les conditions de vie des enfants au Mexique et en Inde avec une comparaison avec les enfants du Québec Prix remis par Mario Beauchemin et Jean-François Bergeron aux étudiantes et étudiants du Cégep de Drummondville.



Projet : La semaine interculturelle Prix remis par Mario Beauchemin et Joce lyn Armstrong aux étudiantes et étudiants du Cégep de Sainte-Foy